Durban2019
11-15 Novembre

CONGRES DE CGLU
SOMMET MONDIAL DES DIRIGEANTS LOCAUX ET REGIONAUX

Metropolis
Document d'orientation politique
#UCLGCongress

Action locale pour les communautés
Circuit Assemblée

Document d'orientation politique 04

CONGRES MONDIAL DE CGLU 2019
CIRCUIT ASSEMBLEE
DOCUMENT D'ORIENTATION POLITIQUE METROPOLITAINE

1. Messages clés

Le monde à l'échelle métropolitaine : repenser les frontières et les compétences des villes pour offrir à tous une meilleure qualité de vie

2. Contexte et défis actuels

Notre planète avance vers une ère métropolitaine caractérisée par d'immenses conurbations d'une complexité et d'une diversité sans précédent. Les défis que pose le processus d'urbanisation sont flagrants dans les régions métropolitaines d'au moins un million d'habitants. Aujourd'hui, plus de 1,6 milliard de personnes vivent dans ces grandes régions métropolitaines, dont on estime qu'elles représenteront 40 % de la population mondiale totale en 2050.

Outre l'aspect démographique, les grandes métropoles sont des points de convergence pour une grande part du bien-être, de l'activité économique et de l'innovation dans le monde. Certaines ont un PIB supérieur à celui de plusieurs États nations, et se placent parmi les premières économies mondiales – Séoul, Paris et Mexico ont toutes dépassé les économies de pays tels que la Suède, l'Autriche et le Chili. Elles hébergent des organismes gouvernementaux, de grandes entreprises, des universités, des centres culturels et de recherche ainsi que les principales organisations de la société civile, et elles sont des foyers pour une grande proportion du talent et de la créativité, de l'innovation technologique et de la production artistique dans le monde. Les grandes métropoles sont connectées avec le monde entier et sont capables de structurer et dynamiser les territoires qui les entourent à l'échelle locale, nationale et régionale.

Cependant, les espaces métropolitains doivent faire face à de sérieuses menaces. La pression grandissante pour assurer la croissance économique et la compétitivité produit des effets externes négatifs qui ont un impact nocif sur le développement durable des villes. Les avantages générés dans une métropole ne sont pas distribués équitablement entre tous ses habitants, tandis que les inégalités entre différents espaces métropolitains et au sein de chaque espace s'intensifient. Les espaces métropolitains deviennent l'arène de la segmentation du marché par excellence dans tous les domaines de la vie, du logement aux biens de consommation, aux services et aux emplois. On peut observer dans presque toutes les métropoles du monde une ségrégation sociale, économique et ethnique croissante, qui se manifeste principalement dans la ghettoïsation des communautés et se traduit par diverses formes de gentrification.

Ces modèles de consommation ne sont pas durables. Soixante-dix pour cent des émissions à effet de serre dans le monde sont générés dans les espaces métropolitains, qui sont eux-mêmes extrêmement vulnérables aux conséquences et catastrophes naturelles liées au changement climatique. Avec la détérioration des habitudes de consommation et des plans de production

agricole, l'approvisionnement en aliments et en eau devient une question cruciale devant la croissance urbaine. La sécurité alimentaire, l'approvisionnement en eau et la gestion des déchets soulèvent une autre question clé dans le programme urbain : les liens entre ville et campagne, où aucune solution satisfaisante n'a été trouvée, malgré l'importance du sujet.

Les défis que doivent relever les habitants des métropoles ne résident pas seulement dans les espaces visiblement physiques, et nous vivons une époque où les droits des citoyens sont régulièrement bafoués dans la sphère numérique. Parce qu'elles se trouvent au centre d'un gigantesque volume de transactions électroniques, les métropoles du monde entier doivent faire face à des menaces numériques à grande échelle : chaque jour, des cas d'usage abusif, de fausses informations, de concentration du pouvoir et de censure de la liberté d'expression sont enregistrés. Les informations personnelles des citoyens sont vendues sans leur consentement, des algorithmes « boîtes noires » sont employés pour prendre des décisions sans justification, les réseaux sociaux sont utilisés comme des instruments de harcèlement et au service de discours haineux, pour saboter les processus démocratiques et influencer l'opinion publique.

En raison de la convergence des défis mondiaux et métropolitains, une part considérable de la nouvelle génération de programmes mondiaux liés au développement durable se concentre sur les grandes conurbations et a un impact décisif sur les politiques mises en œuvre. C'est pourquoi les régions métropolitaines sont le cadre dans lequel quelques-uns des problèmes les plus pressants de la planète peuvent être résolus.

On peut identifier différentes approches dans les efforts des métropoles pour aligner les politiques publiques sur les programmes mondiaux. Le degré d'autonomie locale affecte directement la capacité à relever les défis métropolitains et à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Tandis que, dans les pays d'Europe du Nord, les municipalités bénéficient d'un degré élevé d'autonomie financière et disposent de compétences en matières de santé, d'éducation et d'environnement, les gouvernements locaux de la plupart des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine manquent de l'autorité et des ressources financières, techniques et humaines nécessaires, et dépendent dans une grande mesure des politiques nationales et régionales. Ces faiblesses structurelles limitent leur capacité à mobiliser leurs propres ressources et à produire de nouvelles réponses aux défis à l'échelle métropolitaine.

Le manque de coordination entre les différentes institutions qui partagent les compétences liées aux ODD affecte aussi clairement la mise en œuvre. Une étude conduite sur 58 espaces métropolitains où se trouvent 69 membres de Metropolis montre que moins de la moitié (43 %) dispose d'une structure de gouvernance métropolitaine. Lorsque la complexité des strates de gouvernement local opérant dans la même métropole génère une compétition entre elles pour obtenir des ressources, il devient plus difficile de créer un environnement favorable.

Bien que les grandes villes soient le type de gouvernement local qui s'est révélé le plus actif dans le processus de mise en œuvre des ODD, parfois même devant leurs gouvernements nationaux, elles restent dans l'ombre lorsque les États font le compte-rendu des réussites du pays, selon les Revues nationales volontaires (RNV) de 2016, 2017 et 2018. Ce manque de visibilité est plus préoccupant dans la mesure où un pourcentage élevé des défis mentionnés dans le Programme à l'horizon 2030 se matérialisent et sont abordés dans le laboratoire des grandes villes.

3. Priorités politiques clés dans les domaines suivants

La combinaison du Programme à l'horizon 2030 et des défis mentionnés ci-dessus devrait servir à explorer et tirer parti des contributions des différentes régions métropolitaines au développement durable, en définissant et en mettant en œuvre des solutions innovantes, globales et efficaces. Un grand travail est cependant nécessaire pour créer des environnements juridiques et institutionnels favorables (en améliorant la décentralisation et les régimes de financement, entre autres) ainsi que de nouveaux mécanismes de gouvernance à niveaux et parties prenantes multiples, et assurer le financement d'investissements durables, essentiels pour la qualité des politiques et processus des métropoles.

Réduire la fragmentation dans les grandes villes et promouvoir une approche métropolitaine de la gouvernance sont des objectifs clés pour Metropolis. Des systèmes et structures de gouvernances nouveaux et améliorés pour une coordination transversale, une meilleure gouvernance de la ville principale et des villes périphériques et une allocation plus efficace des ressources, ainsi que la mise au point d'instruments pour encourager une plus grande participation des partenaires sociaux afin de soutenir la légitimité des politiques aideraient considérablement à réduire les inégalités territoriales et à promouvoir des approches de corridor plus polycentriques et intégrées de la gouvernance métropolitaine.

Droit à la ville et territoires inclusifs

L'espace urbain public est un site où de nombreuses inégalités sont reflétées et mises en scène. La façon dont les personnes vivent l'espace public est conditionnée par les dimensions de leurs identités individuelles. Le racisme, le sexisme, le capacitisme, l'homophobie et l'âgisme se traduisent souvent par une exclusion ou une discrimination dans les espaces publics. La conception des régions métropolitaines pouvant renforcer les dichotomies entre les genres, bien que la notion d'espace public suggère l'inclusivité, elle peut se révéler être un facteur d'exclusion.

Les violences faites aux femmes et aux filles (VFFI), notamment la violence et le harcèlement sexuels, sont un phénomène quotidien dans les espaces publics tels que les rues, parcs, marchés, transports publics et autres lieux publics dans les métropoles du monde entier, et se traduisent par une exclusion basée sur le genre dans les espaces publics métropolitains. La menace des VFFI limite les mouvements, le travail, la santé, l'éducation et les options de loisirs des femmes et des filles, ainsi que leur capacité à bénéficier des opportunités qu'offre la ville – essentiellement, leur droit à la ville, et leur droit à être des citoyennes à part entière. D'autres facteurs, tels que la race, le handicap, l'âge, la religion, l'orientation sexuelle et l'identité de genre, influencent l'expérience que les femmes et les filles peuvent avoir de l'espace public et les expose à des risques de violence. Lorsque ces facteurs se conjuguent, les femmes peuvent subir une discrimination, un harcèlement et une oppression accrus. Souvent, l'exclusion que vivent les femmes et les filles est associée à la peur et à un manque de sécurité. Elles peuvent choisir de ne pas aller dans certains espaces par peur d'être harcelées ou agressées. Afin de prendre la responsabilité de leur propre sécurité dans les espaces publics des villes, elles emploient souvent tout un arsenal de stratégies de sécurité.

Les gouvernements métropolitains devraient assumer la responsabilité de la sécurité de tous dans les espaces publics.

Étant donné que les personnes franchissent souvent les frontières des villes dans leur vie quotidienne, par exemple lorsqu'elles vivent, travaillent ou étudient en-dehors des centres urbains principaux, il est important que les initiatives concernant l'espace public urbain prennent en compte l'intégration des politiques sur tout le territoire métropolitain.

Gouvernance territoriale multiniveau et financement durable

L'adaptation des mécanismes institutionnels et financiers pour répondre aux défis de la métropolisation s'accompagne d'enjeux majeurs.

Les grandes régions métropolitaines sont différentes des autres villes, et ces différences ont des conséquences pour les finances publiques des métropoles. La différence la plus évidente est que leur population est beaucoup plus nombreuse. Leur population est aussi plus concentrée et plus hétérogène en termes de circonstances sociales et économiques, souvent avec une proportion plus élevée d'immigrants et d'immigrants internes. Les régions métropolitaines sont d'importantes créatrices d'emploi, de richesse et de croissance de la productivité, et sont souvent les principaux moteurs économiques de leur pays.
La plupart des innovations se produisent dans les grandes villes et les régions métropolitaines où les personnes peuvent tirer parti de la proximité physique, ce que l'on appelle « économies d'agglomération ». Les grandes villes servent aussi de centres régionaux pour les personnes appartenant aux communautés adjacentes qui viennent travailler, faire leurs achats et utiliser les services publics qui ne sont pas disponibles dans leurs propres communautés.

Les services que les gouvernements locaux assurent dans les régions métropolitaines et leur financement sont inextricablement liés à la gouvernance. Premièrement, une structure de gouvernance métropolitaine efficace est nécessaire, et deuxièmement, une structure fiscale appropriée. Pour qu'une région métropolitaine soit efficace, chaque niveau de gouvernement doit connaître les fonctions dont il est responsable et doit être investi des pouvoirs adéquats et disposer des ressources financières correspondantes pour remplir ces fonctions.

Opportunités pour tou.te.s, culture et diplomatie des villes : les clés du développement durable et de la paix

Il est indispensable de créer un environnement offrant aux régions métropolitaines les ressources humaines, techniques et financières nécessaires pour développer des compétences correctement transférées afin de soutenir les approches intégrées du développement durable. Ces approches devraient garantir une coordination adéquate entre les niveaux de gouvernement et entre les territoires tout en favorisant la transparence et la responsabilité, en améliorant la participation citoyenne et l'implication des parties prenantes locales dans la gouvernance, en encourageant l'égalité des genres et en renforçant la cohésion sociale.

Des villes plus sûres, résilientes, durables et capables de répondre aux crises

Lorsque les villes définissent des cibles à l'échelle de la métropole pour atteindre leurs objectifs en matière de résilience, il est crucial qu'elles tiennent compte de leurs conditions spécifiques, et qu'elles tirent parti de leurs forces et atouts.

Il existe de nombreux modèles de gouvernance métropolitaine. Les villes peuvent et doivent s'inspirer les unes des autres, mais elles doivent aussi adapter les leçons et les bonnes pratiques à leurs propres besoins et capacités. Le contexte particulier de chaque ville crée des conditions qui déterminent les types de structure métropolitaine et de coordination des parties prenantes que l'on peut et doit rechercher.

Pour certains défis, il est évident qu'une action à l'échelle métropolitaine est requise : les impacts du changement climatique, les lacunes du système de transport et le manque de logements accessibles non seulement transcendent les frontières municipales traditionnelles, mais les efforts pour les résoudre résonnent à travers les territoires municipaux et créent des chocs et tensions dans les municipalités voisines. D'autres types de chocs et tensions peuvent sembler être étrangers à la sphère métropolitaine, à tort. Il s'agit par exemple de la gestion de la santé publique et des questions de sécurité et de cohésion sociale, qui nécessitent des interventions répondant aux tensions sous-jacentes ainsi que l'activation de systèmes interdépendants. Pour renforcer la résilience, il faut évaluer les systèmes de la ville et les effets que les chocs et tensions peuvent avoir sur eux. Les villes créent actuellement de nouveaux partenariats et de nouvelles collaborations afin de mieux y répondre. Cela se traduit également par une nouvelle appréciation de l'échelle appropriée pour les traiter, ainsi que des partenaires concernés. Certains secteurs et défis se situent plus naturellement à l'échelle métropolitaine.

4. Stratégies et outils politiques

Cette partie présente un ensemble de stratégies proposées par les membres du comité exécutif de Metropolis, afin d'être potentiellement répliquées par les autres membres, ainsi que par d'autres niveaux des gouvernements locaux et régionaux qui font partie du collectif de CGLU.

La Région métropolitaine de Barcelone propose de donner la priorité aux politiques concernant les espaces publics. Le concept d'**espaces publics métropolitains** englobe divers éléments relevant de la responsabilité publique ou du domaine public, un scénario idéal pour assurer à tous services, égalité et opportunités. Cela comprend la création et/ou la préservation ainsi que la gestion durable des espaces verts et bleus (par ex. les rivières, plages, forêts urbaines, parcs, jardins), des espaces d'échange (par ex. les marchés, les places, le mobilier urbain, les bibliothèques, les équipements sportifs) et des infrastructures de mobilité (par ex. les aménagements piétonniers et cyclables, le transport public de masse, la réglementation relative aux véhicules privés). Planifier et concevoir des espaces publics de qualité garantit des villes plus égalitaires, plus résilientes et plus respectueuses de l'environnement. L'espace public est aussi un espace d'activité, de transformation, d'innovation et d'échange qui mène à une société plus libre, plus juste, plus saine et plus avancée.

Dans un effort pour inclure dans les plateformes numériques des principes relevant des droits humains tels que la protection de la vie privée, la liberté d'expression et la démocratie, le Conseil municipal de Barcelone appelle tous les membres de Metropolis et de CGLU à adopter les principes de la Coalition des villes pour les droits numériques, créée avec CGLU, EUROCITIES, New York, Amsterdam et ONU-Habitat. La **défense des droits numériques** devrait être une priorité pour les grandes villes de la planète, qui peuvent prendre l'initiative en commençant par les infrastructure et services numériques publics.

En s'engageant dans la lutte contre le changement climatique, pour l'inclusion sociale et pour une croissance économique durable, les grandes villes devraient également s'engager pour défendre les droits numériques afin de créer une société plus égalitaire, plus juste et sans discriminations, qui respecte la vie privée des citoyens, facilite la participation et reconnaît les droits à l'accès à Internet, à la transparence et à la responsabilité.

La province du Gauteng propose de **réduire l'exclusion et la fragmentation sociales** en traitant les questions de la pauvreté, de l'inégalité, du chômage, de la migration, du racisme, de la xénophobie, de l'exclusion numérique, de l'exclusion spatiale et du handicap. Ces sujets peuvent être abordés en tirant parti des forces des gouvernements régionaux et provinciaux pour nourrir la conversation sur l'exclusion sociale, notamment : la recherche de la qualité de vie, la mise en place d'observatoires, ainsi que les dialogues sur la migration et le chômage des jeunes.
Le Gouvernement populaire de la municipalité de Guangzhou renforce son engagement pour l'**innovation urbaine, qui peut être stimulée dans le monde entier à travers l'apprentissage entre pairs et la coopération entre villes** en concentrant les efforts sur la localisation des Objectifs de développement durable et la mise en œuvre du Nouvel Agenda urbain.

Face à un niveau d'urbanisation sans précédent et aux nouveaux enjeux de la localisation des ODD et la mise en œuvre du Nouvel Agenda urbain, qui se traduisent par des défis majeurs pour les gouvernements locaux en matière de financement, la Municipalité de Montevideo propose de continuer à renforcer un **mécanisme global qui rassemble différents acteurs afin de faciliter l'accès au financement pour les métropoles**.

Enfin, la Ville de Montréal appelle les gouvernements locaux à agir en matière de politiques de migration, car ce sujet à la fois local et mondial représente autant de défis que d'opportunités, et parce que leurs voix sont de plus en plus écoutées sur la scène mondiale et prises en compte dans les plans d'action et initiatives collaboratives. Enfin, Montréal appelle également le collectif à se mobiliser pour la COP 15 à la Convention sur la diversité biologique, puisque les gouvernements sont des acteurs clés dans le domaine de la biodiversité, car ils font à la fois partie du problème et des solutions, et sont conscients de l'impact de leurs actions sur le bien-être de leurs communautés et sur la planète dans son ensemble.

5. Liens avec les programmes mondiaux et les mécanismes continentaux

Les stratégies politiques mentionnées ci-dessus sont des recommandations générales et pragmatiques qui peuvent aisément être mises en relation avec presque tous les programmes mondiaux, et particulièrement avec les programmes ci-dessous, pour lesquels il a déjà été déterminé que la mise en œuvre peut être réalisée à l'échelle métropolitaine, comme signalé dans l'Issue Paper 2 de l'Observatoire Metropolis (2017) :

- Programme de développement durable à l'horizon 2030
- Accord de Paris
- Nouvel Agenda urbain
- Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe
- Programme d'action d'Addis-Abeba
- Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement

6. ***Recommandations et actions clés du mouvement international des gouvernements locaux et régionaux***

1. Localiser les ODD
2. Coalition des villes pour les droits numériques
3. Communauté de pratiques sur la transparence et un gouvernement ouvert
4. Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan
5. Prix international de Guangzhou à l'Innovation urbaine
6. Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières
7. Pacte mondial sur les réfugiés
8. Quinzième réunion de la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique

#UCLGCongress

www.durban2019.uclg.org

UCLG CGLU | LOCAL 4 ACTION HUB by UCLG | SOUTH AFRICAN LOCAL GOVERNMENT ASSOCIATION SALGA *Inspiring service delivery* | ETHEKWINI MUNICIPALITY